

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.

DÉPARTEMENTS ET ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.

ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.

ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Dalry, Davies & Co, 1, Finch Street, et à l'Agence de la Société Générale, Lombard Street, E. C.

AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

APRÈS BOURSE
QUATRE HEURES

	Hausse	Baisse
3 0/0	79 50	» » » 65
3 0/0 amortiss. ..	81 20	» » » 60
4 1/2 0/0 1883 ..	107 80	» » » 45
Cons. anglais ..	100 1/16	» » » 3/8
Italie	95 35	» » » 95
Flor. autric. (or) ..	88 5/8	» » » 1/8
Esp. Extér. nouv. ..	56 5/8	» » » 3 75
Egyptien 6 0/0 ..	316 25	» » » 1 25
Ch. Egyptiens ..	432 50	» » » 60
Turc 4 0/0 (nouv.) ..	13 60	» » » 11 25
Banque ottomane ..	437 50	

Nous prions ceux de nos lecteurs dont l'abonnement expire à la date du 15 NOVEMBRE de vouloir bien le renouveler le plus tôt possible, afin d'éviter tout retard dans la réception du journal.

PARIS, 14 NOVEMBRE

DERNIÈRES NOUVELLES

La Réunion des Droites

Les députés des droites se sont réunis ce matin en réunion plénière, à l'hôtel Continental, sur la convocation qui leur avait été adressée par les présidents des anciennes réunions : MM. de La Rochefoucauld, de Bissac, baron de Mackau et Labat.

L'ordre du jour de la réunion portait sur la question de savoir ce que ferait la minorité de droite pour la nomination du bureau définitif de la Chambre.

L'assemblée a déclaré que le scrutin dont elle était issue, le nombre important de membres dont elle était composée et qui formait plus du tiers de la Chambre, lui imposait des devoirs auxquels elle ne pouvait faillir.

Elle a décidé, en conséquence, qu'elle réclamerait un vice-président de droite sur les quatre vice-présidents à élire, et, sur les huit secrétaires, trois secrétaires de droite.

L'Assemblée a voulu ainsi donner au pays une preuve de sa modération en ne réclamant que quatre membres dans un bureau composé de seize personnes, proportion très inférieure à celle de la force numérique dans la Chambre.

Elle a délégué ses pleins pouvoirs à son bureau pour désigner les candidats et faire connaître sa décision aux réunions républicaines.

Elle a également chargé son bureau d'exercer aux soins des réunions et convocations ultérieures.

Sur la proposition de son président, l'Assemblée a ensuite adopté à l'unanimité l'ordre du jour suivant :

« Les députés des droites, réunis en assemblée plénière, considèrent comme leur premier devoir, au lendemain des élections, d'affirmer leur volonté commune de consacrer leurs efforts et tout leur dévouement à la défense des intérêts généraux du pays, au relèvement de ses affaires.

« Ils proclament leur résolution de poursuivre, dans la Chambre, la politique d'union, et patriotique union, qui a été la base de leurs programmes électoraux et la cause déterminante de leurs succès. »

AU PALAIS-BOURBON

Les opportunistes, en présence de la résistance qu'ils ont rencontrée hier soir à la réunion du Grand Orient, ont renoncé à porter M. Jules Roche pour la quatrième vice-présidence.

Ils posent la candidature de M. Buyat.

Les conservateurs posent la candidature de M. l'amiral Dromer d'Hornoy pour la vice-présidence.

LE CONSEIL DES MINISTRES

Les ministres se sont réunis ce matin, à l'Élysée, sous la présidence de M. Jules Grévy.

M. Henri Brisson a soumis à l'approbation du président de la République le texte définitif de la déclaration qui sera communiquée lundi au Parlement.

Ce document, qui est très étendu, traite des questions qui sont à l'ordre du jour des Chambres, notamment de la question coloniale, de la question religieuse, de la question financière et de la question administrative.

INTÉRIEUR

Le nouveau mouvement administratif doit comprendre M. Le Vaillant, aujourd'hui directeur de la sûreté au ministère de l'intérieur, qui serait appelé à une préfecture dans le Midi.

Une circulaire ministérielle vient d'être adressée à tous les procureurs généraux pour les inviter à se présenter au ministère de la justice le 20 au 25 de ce mois.

Nous croyons pouvoir affirmer que le préfet de la Corse est dès aujourd'hui délégué. Son successeur sera désigné dans le prochain mouvement administratif.

En Orient

Déclaration de guerre

Londres, 14 novembre.

On télégraphie de Nisch, le 13 novembre : Le gouvernement serbe a envoyé des instructions à M. Rhanabé pour déclarer au

gouvernement bulgare que, par suite de l'attaque injustifiable des Bulgares et de leur invasion sur le territoire serbe, le gouvernement royal est décidé à répondre à ces actes par une déclaration de guerre.

Le *Daily Telegraph* confirme que le gouvernement serbe, dans une note circulaire aux grandes puissances, se plaint des agissements du gouvernement bulgare qui a récemment déclaré, qu'ordre était donné de traiter en brigands 300 Serbes qu'il suppose se trouver sur le territoire bulgare entre la frontière et le village de Rakita.

Le gouvernement serbe nie, de la façon la plus formelle, que ses troupes aient franchi la frontière en aucun point. Il affirme au contraire que les troupes bulgares ont déjà attaqué, à différentes reprises, les avant-postes serbes.

Il déclare enfin que le renouvellement d'attaques de ce genre sera considéré comme un casus belli.

Nisch (officiel), 14 novembre.

Le roi est parti cette après-midi à 1 heure pour Pirc, afin de prendre le commandement de l'armée.

M. Garaschanine a ordonné à M. Rhanabé, ministre de Grèce à Sofia, de déclarer au gouvernement bulgare, que le gouvernement serbe répond aux provocations de la Bulgarie par une déclaration de guerre.

La Serbie a avisé les puissances que depuis ce matin 14, à six heures, elle se considère comme étant en état de guerre avec la Bulgarie.

C'est une déclaration de guerre officielle.

Belgrade, 14 novembre.

Les Bulgares ayant attaqué la division de la Morava sur le territoire serbe, sans y avoir été aucunement provoqués, le gouvernement serbe a déclaré la guerre à la Bulgarie.

Les opérations militaires vont commencer immédiatement.

Nisch, 14 novembre.

Voici le texte du télégramme que le roi Milan a adressé hier à Sofia :

« M. Rhanabé, agent diplomatique grec, chargé des intérêts serbes à Sofia.

« Le commandant de la 1^{re} division et les autorités de la frontière ont annoncé simultanément que les troupes bulgares ont attaqué aujourd'hui (le 13), à 7 h. 1/2 du matin, les positions qu'occupe un bataillon du 1^{er} régiment d'infanterie sur le territoire serbe, dans les environs de Vlassina.

« Le gouvernement royal regarde cette agression non motivée, comme une déclaration de guerre et je vous prie de notifier à M. le ministre des affaires étrangères de la Bulgarie que la Serbie, en acceptant les conséquences de cette attaque, se considère comme en état de guerre avec la Principauté de Bulgarie, à partir de demain samedi, à 6 heures du matin. »

Sofia, 14 novembre, 10 h. 40 matin.

(Officiel). — Hier, dans la matinée, les Serbes ont ouvert le feu contre une patrouille bulgare, composée de vingt hommes, entre le village Bogitza et la frontière, et lui ont tué un homme. A la suite de cette attaque, la patrouille s'est retirée derrière un talus, d'où elle a fait feu sur les Serbes, dont huit sont tombés.

Sofia, 14 novembre, 11 h. 15 matin.

(Officiel). — Ce matin à l'aube, les Serbes sont entrés sur le territoire bulgare : leurs troupes se composent d'un bataillon d'infanterie, un escadron de cavalerie et quinze canons. Ils sont dirigés vers le village de Planinitza, l'artillerie et la cavalerie s'avancant par la chaussée de Tzafirov.

Une compagnie serbe est arrivée au village Paschah.

En même temps deux autres escadrons passent par le village de Goidol, se dirigeant vers Planinitza.

Vienne, 14 novembre.

On télégraphie de Nisch à la *Correspondance politique* :

« M. Garaschanine, ministre des affaires étrangères, a chargé les représentants de la Serbie de faire savoir aux puissances que le roi Milan a pris le commandement en chef de l'armée, à la suite de l'attaque que la Serbie a subie par les troupes bulgares contre les positions occupées sur le territoire serbe, du côté de la Bulgarie, par la division serbe de la Morava.

« M. Garaschanine a chargé en outre les représentants du gouvernement serbe de communiquer aux cabinets après lesquels ils sont accablés une dépêche adressée à M. Rangabé et destinée à être remise à M. Zanoff, ministre des affaires étrangères de Bulgarie.

Dans cette dépêche, il est dit que, les troupes bulgares ayant attaqué le 13 novembre, à 7 h. 1/2 du matin, les positions qu'occupe un bataillon du 1^{er} régiment d'infanterie occupait sur le territoire serbe, dans les environs de Vlassina, le gouvernement serbe envisage cette attaque non motivée comme une déclaration de guerre, et, acceptant les conséquences de ce fait, se considère comme étant en état de guerre avec la Bulgarie à partir du 14 novembre, six heures du matin.

« M. Garaschanine est parti cette nuit pour Belgrade. »

Terrible incendie à Galveston

Galveston, 13 novembre.

Un terrible incendie a éclaté cette nuit à une heure et demie du matin.

Plusieurs centaines de maisons sont détruites, et plus de 500 familles sont sans abri.

On organise des secours pour les incendiés.

Les affaires sont suspendues.

Galveston, 13 novembre, 7 h. matin.

L'incendie s'étend toujours. Les dégâts sont évalués à 4,000,000 de dollars.

INFORMATIONS

M. Bourée, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de France à Stockholm, est prochainement attendu à Paris.

C'est ce diplomate, on se le rappelle, qui a formulé le programme des conditions à insérer dans le traité de commerce projeté avec la Chine.

Au moment où les négociations relatives à ce traité vont entrer dans la période active, on comprend que la présence de M.

Bourée à Paris, puisse être utile au ministre des affaires étrangères.

Le conseil municipal de Paris est convoqué pour sa quatrième session ordinaire, à partir de lundi prochain.

Cette session durera six semaines et devra être close le 27 décembre.

M. Decrais, notre nouveau consul à Bâle, part demain pour aller occuper son poste.

Il existe, depuis une dizaine d'années déjà, un service médical de nuit, dans les divers quartiers de Paris.

Chaque poste de police possède la liste des médecins faisant partie de ce service et, en cas d'urgence, l'un d'eux se rend immédiatement auprès du malade.

Cette organisation était des plus utiles à la population qui, très souvent, avait recours aux médecins de nuit. En 1884, le nombre des visites qui ont eu lieu dans ces conditions a dépassé le chiffre de 8,000.

Qu'a fait le conseil municipal ?

Brusquement, du jour au lendemain, il a réorganisé, sur de nouvelles bases, le service, en obligeant les médecins du bureau de bienfaisance à y concourir pour une large part.

Les conséquences de cette décision ne se sont pas fait attendre : dans plusieurs quartiers, nombre de médecins de nuit se sont fait rayer de la liste.

C'est la désorganisation à brève échéance. Joli résultat !

Plusieurs journaux républicains racontent, avec une certaine émotion, que le Prince Roland Bonaparte, qui, comme officier de réserve, appartient actuellement au 36^e de ligne, commandait hier le poste du Palais Bourbon, et qu'on l'a vu se promener dans la salle des Pas-Perdus.

Nous ne comprenons pas l'étonnement de nos confrères.

Ce n'est pas la première fois qu'un Bonaparte met le pied à la Chambre des députés, et nous espérons bien que ce ne sera pas la dernière.

L'ANTIPODE DU GOUVERNEMENT

Dès 1880, dans un article publié par la *Revue des Deux Mondes* et qui fit grand bruit, M. Vacherot constatait avec douleur que les ministres étaient en train de devenir les serviteurs de la majorité parlementaire, et les membres de la majorité les serviteurs des comités électoraux. Il ajoutait :

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

« C'est la République qui est devenue le régime de la majorité, et la majorité le régime de la République. »

qu'il appartenait aux députés de le lui dicter. Et la réunion, approuvant cette théorie, se mit aussitôt à rechercher quelles propositions le ministère serait tenu de lui soumettre.

Le *Temps*, inquiet et navré, déclare que substituer ainsi l'initiative parlementaire à l'initiative ministérielle, c'est « ruiner toute notion de gouvernement », qu'en usurpant « ce qui reste de force, d'autorité, d'indépendance » aux ministres, on augmente « le désarroi de l'opinion » et l'on porte à nos institutions déjà trop ébranlées un coup funeste ; que le régime parlementaire ainsi pratiqué « n'est plus qu'un mensonge particulièrement dangereux ».

Que le *Temps* s'y résigne : il en verra bien d'autres si la République vit quelque temps encore.

Un jour viendra où l'on supprimera le président de la République, puis les ministres, auxquels on substituera des commissions exécutives. Déjà on commence à demander que de grands comités parlementaires leur soient adjoints, comme en 1792, comme en 1848, pour les aider et au besoin pour les contrecarrer. Ce premier pas se fera sans qu'on y pense. Les autres suivront.

Pendant que les députés feront marcher les ministres, d'autres les feront marcher eux-mêmes. Les comités de vigilance, qu'organise en ce moment le parti intransigeant, se chargeront, comme nous l'apprend la *Bataille*, de leur porter constamment la volonté des électeurs, de préparer les motions et projets de loi qu'ils devront soutenir à la Chambre.

Alors le système sera complet. Nous aurons, comme disait M. Vacherot, l'antipode du gouvernement, mais la vraie République, et la pyramide reposera triomphalement sur sa pointe.

Mais le pays ne pouvant s'habituer à la voir dans cette étrange posture, cherchera bientôt celui qui doit la replacer sur sa base, — et il saura bien où le trouver.

Encore l'Allobroge

Nous avons entendu, mardi, M. Pierre Blanc, député de la Savoie, faire avec emphase l'éloge du régime actuel, et notamment exhorter la majorité de la Chambre à « faire de la République, qui a fermé, a-t-il dit, les révolutions, un rempart invincible contre les partis ».

Quelle conviction ! quelle fidélité à ses principes ! car tous ses collègues de la gauche étaient convaincus que leur vénérable doyen avait derrière lui tout près de quatre-vingts années de républicanisme inébranlable.

La vérité est que M. Pierre Blanc est une recrue.

Sous l'Empire, il n'y avait pas plus impérialiste que lui, et lorsqu'en 1890, M. de Lassus de Saint-Genies, préfet de la Savoie, se rendait à Albertville à l'occasion d'un Comité agricole, c'est M. Pierre Blanc qui le haranguait.

Parlant de l'annexion au préfet de l'Empire, M. Pierre Blanc s'écriait :

« Eh bien, Monsieur, votre nom restera attaché à cette grande œuvre de réparation, car nous savons avec quelle ardeur vous avez traduit les intentions généreuses et bienveillantes de l'Empereur, avec quel bonheur vous avez puisé dans cette main inépuisable pour la Savoie ; nous savons surtout que c'est par vous que nous sommes devenus et sommes maintenant des Français. »

On voit

Secundo partie, de minuit à six heures du matin : farandole, bal, cotillon : foire et parades du moyen âge.

L'aimable et spirituelle directrice de la *Nouvelle Revue* — nous avons nommé Mme Ed. Adam — a commencé hier la série de ses réceptions.

Comme d'ordinaire, cette soirée artistique était fort brillante et le programme était des plus curieux et des plus intéressants.

On a entendu avec grand plaisir des mélodies grecques et des chansons bretonnes, harmonisées par M. Bourgault-Ducoudray, et on a vivement applaudi M. Giraudet (de l'Opéra), M. Duvernoy, le charmant ténor, ainsi que M. M. Ducasse, Marchesi, Rannay et Nencenzi, qui tour à tour ont charmé et ému l'auditoire.

Mlle Ducasse (de l'Opéra-Comique) ne s'est pas contentée de chanter des airs bretons sur une traduction de M. Coppée, elle a dit aussi deux chansons avec les paroles bretonnes : *Mona*, le *Gwerz du Paradis*.

On s'est fort amusé.

Toutes les chansons bretonnes sont fort originales ; mais nous engageons M. Bourgault-Ducoudray à étudier également les chansons poitevines qui ont une grande ressemblance avec les chansons bretonnes. Elles diffèrent seulement comme rythme.

Les chansons poitevines se chantent, en effet, beaucoup plus lentement que les chansons bretonnes, et nous ne connaissons rien de plus émouvant que ces chants entendus un soir d'été, au loin dans la campagne.

Les faucheurs et les moissonneurs surtout chantent d'une façon des plus pittoresques et une chanson, entre autres, qui était fort connue autrefois, produisait toujours un grand effet : c'est la chanson d'une fiancée qui dit à son promis d'aller à l'assemblée, d'où il lui rapportera une croix en or toute glorieuse, et elle ajoute en traînant la voix le plus possible :

Va, mon ami, va ! la lune est levée,
Va, mon ami, va ! la lune s'en va.

La sensation que l'on ressent en entendant ces chants dans le lointain est vraiment troublante.

Nous apprenons avec regret la mort de M. Henri Aron, ancien directeur du *Journal des Débats* et du *Journal officiel*.

M. Aron, un normalien, avait abandonné depuis longtemps le professorat pour s'adonner entièrement au journalisme.

D'abord rédacteur aux *Débats*, il fut nommé, en 1876, directeur du *Journal officiel* et du *Bulletin français* ; le poste de directeur des affaires politiques au ministère des affaires étrangères lui fut offert ; mais le mauvais état de sa santé l'empêcha d'accepter ces fonctions.

M. Henri Aron, qui n'avait que quarante-trois ans, avait épousé, il y a quelques années, Mlle Weil-Picard, la fille du fameux banquier de Besançon.

On nous annonce également la mort de M. Prensels, le banquier de la rue de la Victoire, qui tout dernièrement avait tenté de se suicider.

Ses obsèques ont eu lieu hier.

M. Emmanuel Gonzales, président honoraire de la Société des gens de lettres, a convoqué pour mercredi prochain, à quatre heures, au siège de la Société, les directeurs et critiques des grands journaux, le président du conseil municipal, les présidents et vice-présidents de la Société des auteurs dramatiques et de la Société des gens de lettres, les directeurs de la Comédie-Française, de l'Odéon, du Vaudeville, du Gymnase, de la Porte-Saint-Martin, les directeurs des grandes librairies parisiennes et quelques grands artistes.

Cette convocation a pour but la constitution d'une commission d'initiative qui poursuivra le projet d'ériger une statue au grand romancier Honoré de Balzac, sur un emplacement digne de sa gloire, à Paris.

Une bonne nouvelle pour la République n'a pas enrichi et qui, pour vivre, sont obligés d'engager non seulement leurs dernières hardes, mais encore leurs outils devenus inutilisables.

A partir du 1^{er} janvier prochain, le Mont-de-Piété abaissera son taux légal : il ne sera plus que de quatre pour cent au lieu de cinq.

Le conseil d'administration de la Caisse des Victimes du Devoir vient d'envoyer une somme de 200 francs à Mme Lefèvre, de Villequier-Aumont, veuve d'un garde-chasse tué par un braconnier.

M. Delpeyngisme ce matin dans le *Figaro* les lâches délateurs qui grouillent autour des fonctionnaires de toute espèce dans le but de se venger de leur prochain ou de rendre une place vacante à leur profit.

De cet article, très bien fait et très bien écrit, nous détachons cette petite historiette édifiante :

« Dans un chef-lieu d'arrondissement du Midi, un sous-préfet avait pris une femme de chambre. La sous-préfète s'était adressée à une de ses parentes, habitant à dix lieues de là. Elle la pria de chercher une domestique et de la lui envoyer. Celle-ci arriva par la diligence. Elle était assez jolie pour que le chef du parti radical daignât la trouver de son goût. La campagne, plus honnête que délicate, envoya promener le « citoyen ». Celui-ci ne dit mot et recueillit des renseignements. Un matin, le sous-préfet vit entrer dans son cabinet le chef farouche du parti radical.

« M. le sous-préfet, dit-il, vous avez une domestique nouvelle à votre service ?

« Celui-ci commença par s'étonner ; puis il répondit, ne sachant pas encore où l'autre voulait en venir.

« En effet, mon cher monsieur X...

« Vous ne pouvez pas la garder.

« Pourquoi ? demanda le fonctionnaire stupéfait.

« Parce qu'elle est bonapartiste. Son arrière-grand-père est médaillé de Sainte-Hélène ».

Dans une réunion, un groupe de Cor-

ses a décidé d'offrir un banquet à M. Louis Capazza, ingénieur, inventeur de l'Aérostat-Capazza.

Un comité d'organisation s'est formé et a offert la présidence à M. Laisant, député, docteur en sciences.

MM. Colonna d'Istria, ancien magistrat, et B. Berlioz, rédacteur du *Journal de la Corse*, ont été choisis comme secrétaires.

Le banquet aura lieu sous peu au Café de la Presse.

LA TEMPÉRATURE

SITUATION GÉNÉRALE AU 14 NOVEMBRE

La température monte sur nos côtes de la Manche et de l'Océan, elle a baissé en Angleterre et en Russie.

En France, quelques pluies sont probables vers le littoral.

Hier, à Paris, brume le jour, brouillard fort le soir.

SITUATION PARTICULIÈRE AUX PORTS FRANÇAIS

MANCHE. — Vent faible ; mer belle.

Océan. — Vent faible ; mer belle.

Méditerranée. — Vent faible ; mer belle.

Aujourd'hui, 14 novembre, le thermomètre centigrade de l'ingénieur Quésin, 1, rue de la Bourse, marquait :

A sept heures du matin... + 2 5/8
A onze heures du matin... + 5 5/8
A deux heures du soir... + 7 8/8
Température la plus basse de la nuit + 2 2/8

Le baromètre est à 755 millimètres 2.

La séance de la Chambre

La Chambre a siégé hier, pendant une petite heure, pour continuer la validation des élections.

La validation a été prononcée pour les départements suivants :

Indre, Marne, Vienne, Jura, Morbihan, Vosges, Aube, Saône-et-Loire, Hérault, Puy-de-Dôme.

Il y a eu ajournement pour le département de l'Indre. Le bureau avait conclu à la validation. Mais M. Clovis Hugues a signalé l'existence d'une protestation d'un candidat malheureux et le prochain envoi de pièces. Il a demandé l'ajournement du vote à mardi. Cette proposition a été combattue par le rapporteur, M. Horteur, membre de la majorité, et par M. de Saint-Martin, l'un des élus de l'Indre. Néanmoins, la Chambre, par 333 voix contre 227, s'est prononcée pour l'ajournement. Il est inutile d'ajouter que la députation de l'Indre est conservatrice.

Pour d'autres départements ayant une représentation républicaine, des protestations avaient été annoncées ; mais les bureaux n'y avaient pas eu égard, par cette excellente raison que, depuis les 4 et 18 octobre, les protestations avaient eu tout le temps de se produire. Cette raison a perdu sa valeur pour le département de l'Indre. Le vote sur l'ajournement est un encouragement aux protestations qui vont préalablement affluer pour les élections non encore rapportées.

Le nombre de celles qui sont validées s'élève à 412.

Aujourd'hui, élection du bureau, comprenant comme on sait : un président, quatre vice-présidents, huit secrétaires et trois questeurs.

MM. Brisson, Floquet et Perin, élus deux fois, ont opté pour le Cher, les Pyrénées-Orientales et la Haute-Vienne, laissant trois sièges vacants dans la Seine. M. Madier de Montjau, élu dans la Drôme et le Var, a opté pour la Drôme.

NOUVELLES DIPLOMATIQUES

La grande question diplomatique du moment reste plus que jamais la réunion de la Conférence à Constantinople. C'est de la démission des gouvernements et de leurs ambassadeurs que dépend la solution de la fameuse question et peut-être la paix de l'Europe, car cette dernière a toujours été intimement liée à la première. Pour les diplomates de la grande école, la question d'Orient les réfermait toutes, en effet, et il n'y en avait même pas d'autres en réalité. Elle était le « cherche la femme » du monde diplomatique. Aujourd'hui, la situation s'est, sans doute, un peu modifiée par suite de l'effacement obligé de la France, restée grande puissance toujours par son histoire et son passé, mais sans avoir les moyens d'imposer sa volonté.

Les trois pouvoirs de l'Occident ne peuvent donc plus former un faisceau, tenant en échec l'alliance des trois empires, et cette dernière dirige les choses comme elle l'entend. Cela n'empêche pas la question d'Orient de demeurer, malgré cela, une sorte de véritable machine à surprises, d'où peut sortir à chaque instant telle complication imprévue, et il peut être plus dangereux encore de jouer avec elle que de jouer avec le feu. Ainsi, la Porte vient de faire des propositions aux grandes puissances dont l'acceptation a été ajournée, sous ce prétexte qu'elles manquaient de précision et de clarté, mais en réalité parce qu'elles déjouaient certains projets arrêtés.

La diplomatie turque a dû modifier ces contre-propositions, qui ont dû être présentées hier ou le seront cette semaine. Serviront-elles de base à un arrangement possible et désiré ? *That is the question* ! comme dit Hamlet. Mais ce qui paraît certain, c'est que les trois cabinets de Saint-Petersbourg, de Berlin et de Vienne cherchent à tout prix un *modus vivendi*, basé sur le statu quo ante, qui leur permette de fermer le livre et de respirer un instant, quitte à reprendre plus tard en sous-œuvre la solution définitive du problème. Qui sait, même ? Peut-être que la fameuse alliance, si bruyamment affirmée, n'a pas d'autre but, pas d'autre mission en ce moment ! Je crois, pour ma part, que celle-ci ne présente ni la solidité, ni l'intimité que l'on croit, et c'est peut-être là qu'il faudrait chercher la hâte que l'on a de sortir de la crise actuelle. Je sais bien qu'on représente l'alliance orientale comme plus ferme, plus inébranlable que jamais, et il en sera ainsi jusqu'au jour où l'on sera forcé d'avouer qu'elle a vécu. Cela n'empêche pas les intérêts des trois empires d'être différents ; cela n'empêche pas surtout les

affaires de Bulgarie de leur avoir prouvé à chacun.

L'Angleterre seule, des trois pouvoirs d'Occident, autrefois unis pour la question d'Orient, est en état de soutenir la lutte. La France, vu sa position intérieure, est obligée de se désintéresser de toute question européenne, et un duel entre la baleine et l'éléphant reste toujours dans les choses possibles, sinon probables. Il faut, cependant, espérer que l'Angleterre et la Russie trouveront un moyen de s'entendre en Orient, et que la lutte, si elle doit fatalement arriver entre ces deux colosses, sera encore ajournée. Quant à l'action de notre pays, elle se borne, hélas ! au rôle de spectateur ou de simple factionnaire montant la garde à l'intérieur, sans ne plus pouvoir sortir de sa guérite, et nous devons nous contenter de contre-signer les traités que l'on discute, pour ainsi dire, en dehors de nous.

LOUIS RIEL

Londres, 14 novembre.

On mande de Montréal au *Daily News*, le 13 novembre.

Tous les Canadiens français de la province, membres du Parlement et partisans de la présente administration sont convoqués en réunion pour discuter une proposition relative à Louis Riel.

M. Chapeau vient d'arriver pour prendre part à cette réunion.

On se propose de lui demander, ainsi qu'aux deux autres ministres français, de rendre leurs portefeuilles.

Un projet de résolution a également été préparé aux termes duquel un télégramme sera envoyé à M. Mac Donald l'informant que si Riel est exécuté tous les Canadiens français qui soutiennent le gouvernement passeront à l'opposition.

GAZETTE DE PARIS

SANS NOM !

« Du deux mai mil huit cent soixante-six, à deux heures du soir, acte de naissance de Marie, du sexe féminin, née hier à midi, en la commune des Anzerayes, canton de Tournay, département de Seine-et-Marne, fille de père et mère non dénommés. Sur la déclaration faite à nous par Rose Lebert, femme Normand, sage-femme au dit lieu, etc., etc. » (Extrait des registres de l'état civil des Anzerayes.)

« Voici son acte de naissance, continua un monsieur assez mal mis, parlant à l'employé de la mairie du huitième arrondissement de Paris, chargé de recevoir les déclarations de décès. Elle est morte aujourd'hui, 19 octobre 1885, à une heure trois minutes du matin, chez moi, son cousin, 35 bis, rue d'Assolvi. Prenez bien note, je vous prie : une heure trois minutes. »

En ce moment, venait d'entrer dans le bureau un autre monsieur, celui-là très bien mis. « Je viens, dit-il, faire la déclaration du décès de M. le comte de Sainte-Neuve, mon beau-père, demeurant 150, rue de Monceau. Il est mort cette nuit à une heure trois minutes du matin. Veuillez l'indiquer exactement sur l'acte : une heure trois minutes. C'est très important. »

Les deux hommes se regardèrent avec un air de défi.

« C'est impossible, dit le premier : M. de Sainte-Neuve est mort plus tôt que cela : il n'était pas encore une heure, certainement, lorsqu'il a rendu le dernier soupir. »

« Croyez-vous, répliqua l'autre, que nous soyons, comme vous, des coureurs d'héritage à l'aidé de filles sans cœur ? Un huissier l'aida, du reste, et a constaté l'heure du décès. »

« Et nous aussi, nous avions un huissier qui pourra certifier que Mlle Marie est morte à une heure trois minutes. Nous ne sommes pas des voleurs... »

« Voyons, messieurs, dit l'employé, du calme, je vous prie. S'il y a contestation entre vous, les tribunaux en décideront. Je vais constater vos déclarations respectives telles que vous les avez faites. A vous ensuite d'agir comme il vous conviendra. Les témoins sont là. »

Puis l'employé, philosophe par nature et sceptique par profession, continua à recueillir de part et d'autre les renseignements nécessaires à la confection des actes.

Au bout de quelques minutes, les deux hommes se retirèrent avec leurs témoins.

« Escrocs ! dit l'un. »

« Canaille ! » répondit l'autre.

Je dois avouer ici que, contrairement à ce que serait en droit de supposer le lecteur, ces messieurs n'étaient parents à aucun degré. Il n'est pas, en effet, absolument nécessaire d'être de la même famille pour se traiter de la sorte.

Voici maintenant l'histoire très rapidement racontée des deux personnes dont le décès s'était produit à la même heure, et qui semblaient avoir l'un à l'égard de l'autre une si importante influence.

Il y a vingt-deux ans, M. de Sainte-Neuve avait aimé follement une femme mariée. Lui-même était également marié. De ses relations était née une petite fille dont vous venez de lire l'acte de naissance.

La mère était venue accoucher clandestinement chez une sage-femme exerçant dans un petit village de Seine-et-Marne.

L'enfant, peu après sa naissance, avait été placée chez une nourrice qui l'éleva avec un grand soin. De temps en temps, la mère la venait voir. Le père se rendait plus souvent encore à ce cher et pieux pèlerinage. S'ils n'avaient pu légitimer, ni même reconnaître leur enfant, ils avaient tout au moins cherché à se créer auprès d'elle des droits de protection et des devoirs de surveillance quasi-paternelle. Ils avaient tenu en effet la chère petite sur les fonts baptismaux, et ainsi avaient cherché, autant que possible, à réparer la faute qu'ils avaient commise en lui donnant le jour, sans pouvoir lui donner un nom.

Devenue grande-lettre, l'enfant avait été placée dans un excellent convent, d'où elle était sortie à dix-neuf ans et avait été confiée à d'anciens serviteurs de la famille de sa mère. A force d'économie, ceux-ci s'étaient créés une petite aisance, ce qui trouva augmentée sensiblement, lorsque la jeune Marie fut installée chez eux en qualité de « cousine. »

En relations assez fréquentes avec son père et sa mère, elle vivait tranquille dans ce petit ménage bourgeois qui la traitait avec une déférence marquée. D'un esprit cultivé, d'une âme droite et honnête, d'un cœur tendre mais souvent attristé par l'inconnu de sa naissance, elle était destinée à devenir une épouse aimante et dévouée, si la Providence voulait permettre, un jour, qu'elle pût mettre sa loyale petite main dans la main d'un honnête homme.

Mais ce bonheur ne lui était pas réservé. Il y a un an, sa « marraine », jeune encore, vint à mourir de la poitrine ; et, comme si le même mal eût transmis de la mère chez la fille, celle-ci se trouva, peu de temps après, atteinte des effroyables symptômes de la phthisie galopante.

Depuis dix mois, elle allait tous les jours en s'affaiblissant davantage, entourée des soins mercenaires de sa prétendue famille ; mais surtout consolée, soutenue par l'affection toute paternelle de son « parrain. »

C'était en vain, d'ailleurs, qu'on cherchait à lui cacher la gravité de son état. Depuis le commencement du mois, elle savait qu'elle n'avait plus à voir lever que pendant peu de jours le pâle soleil d'octobre.

Aussi avait-elle demandé à faire son testament. Elle avait laissé à son père les chers souvenirs qui lui venaient de sa « marraine », ainsi que les menus objets qui lui étaient personnels et pouvaient la rappeler à ce cœur si tendre et si affectueux.

Quant à sa petite fortune de jeune fille, elle la laissait aux gens chez lesquels elle avait vécu et chez lesquels elle allait mourir. Ceux-ci, du reste, fatigués des soins que depuis de longs mois ils donnaient avec plus ou moins de dévouement à la pauvre mignonne, attendaient avec impatience ce dernier salaire.

Les choses en étaient là lorsque, le 17 octobre, M. de Sainte-Neuve, traversant la place de l'Opéra, fut renversé par une voiture et rapporté chez lui mourant. Les médecins déclarèrent que cet homme, tout à l'heure plein de force et de vie, serait mort avant quarante-huit heures.

Quand on apprit le fatal événement chez les « cousins de Marie », ils furent « aux cent coups », pour employer leurs propres expressions.

Pensez donc : si, par bonheur, le comte venait à mourir avant sa fille, le testament qu'il avait fait jadis en sa faveur, et par lequel il lui léguait cinq cent mille francs, avait son plein effet. L'enfant héritait, et quelques jours après, ils héritaient eux-mêmes de l'enfant cinq cent mille francs !

Aussi la pauvre chérie, presque abandonnée par ces rustres, devint tout à coup l'objet de leurs soins empressés, conseillés par le plus vil et le plus bas intérêt.

Pendant ce temps, la fille légitime et le genre de M. de Sainte-Neuve qui, depuis longtemps, n'avaient plus aucun rapport avec leur père, étaient accourus au chevet du blessé. Ils avaient eu connaissance du legs de 500,000 francs, le quart de sa succession ; les trois autres quarts leur revenaient sans doute. Mais ils voulaient recueillir l'héritage dans son entier.

Il fallait pour cela que le comte vécût, ne fût-ce qu'une heure, ne fût-ce qu'une minute de plus que Marie, afin que celle-ci put, avant son décès, entrer en possession du legs fait en sa faveur.

Telle était la double situation qui, le 19 octobre, se poursuivait au même temps rue d'Assolvi et rue de Monceau.

Des enfants sans affection et sans entraînements, hier brouillés avec leur père, ne cherchant aujourd'hui à prolonger sa vie de quelques heures que pour avoir un plus gros héritage après sa mort !

La, des étrangers égoïstes et indifférents, tout à l'heure insoucients des souffrances d'une pauvre malade, maintenant ne cherchant à la faire vivre que pour qu'elle héritât de son père, et leur léguât ainsi une succession de plus d'un demi-million !

Entre les deux maisons ce sont des allées et venues continuelles de personnes chargées de recueillir des renseignements et des rapports sur l'état exact des mourants.

Il s'agit de 500,000 francs : la chose en vaut la peine...

On apprend, d'un côté, que la partie adverse a fait venir chez elle un huissier pour constater légalement l'heure de la mort ; on s'empresse d'en appeler un qui fera la même constatation.

L'enjeu est de 500,000 francs !

Pendant ce temps, les médecins s'efforcent de conserver un soupçon de vie dans ces corps qui, tout à l'heure, ne seront plus que des cadavres. Les héritiers ne savent qu'inventer, à quelles ressources suprêmes avoir recours pour retenir ces âmes, qui veulent s'échapper de leur prison.

Songez donc : 500,000 francs !

Voici que le père et la fille ont perdu connaissance. Il ne s'agit plus d'heures, mais à peine de minutes. Les héritiers sont penchés sur ces faces contractées par les affres de la mort ; ils voudraient comprimer de leurs mains ces bouches pour empêcher un dernier soupir qui emportera avec lui leurs plus chères espérances.

Que ne ferait-on pour 500,000 francs !

C'est par secondes, maintenant, que l'on compte rue de Monceau et rue d'Assolvi. L'huissier, ici comme là, a tiré sa montre.

« Mon Dieu ! clament les femmes, folles d'anxiété, encore une minute de vie, et je vous promets... »

« S... D... ! jurent les hommes, est-ce que nous allons être volés pour un semblant de vie qui lui ferait défaut au dernier moment ! Nous les faut, ces 500,000 francs !

Puis tout à coup, furieux, hébétés, hors d'eux, les poings crispés, l'haleine brûlante, la bouche toute pleine d'écume, ici et là-bas, des gens qui croient que leur malade est décédée le premier en leur faisant banqueroute.

« Gredin, il est mort ! »

« Voleuse « sans nom », elle est morte ! »

Au même moment : « Messieurs, disent ensemble les deux huissiers, rue de Monceau et rue d'Assolvi, le décès a eu lieu à 1 heure 3 minutes du matin. »

A cet instant suprême, deux âmes, heureuses de s'aimer enfin sans contrainte, se retrouvaient en des lieux bénis où il n'y a ni huissiers ni héritiers.

C'était le père et la fille...

JULES BOURGEOIS.

JOURNAUX ET REVUES

Encore un exemple de l'habileté et de l'équité républicaines :

On écrit de Béziers :

Les médecins du bureau de bienfaisance de cette ville viennent d'adresser à M. Cazals, maire, la protestation suivante :

« Monsieur le maire, »

« Vous avez avoué, à plusieurs reprises avoir commis, au détriment du docteur Chabardès, une injustice en ne le nommant pas médecin du dispensaire. Nous avons protesté au nom de la solidarité professionnelle et porté la question devant le conseil municipal. »

« La majorité des membres de cette assemblée, obéissant certainement à des sentiments étrangers à ce débat, vous a accordé un vote de confiance. Nous nous sommes inclinés et vous presser notre démission collective de médecins du dispensaire. »

« Signé : docteur Boyé, docteur Cavallé, docteur Levêre, docteur Sicard. »

Autre :

On écrit de Marseille :

Il y a au musée d'histoire naturelle, un directeur, M. Marion, et un sous-directeur, M. Magon-Barbaroux. Le premier occupe son poste avec compétence et distinction ; mais la mairie refuse de mandater son traitement, et voilà plusieurs mois qu'il ne touche pas un sou.

Le second, M. Magon-Barbaroux, n'a pas paru au musée depuis plus de six mois et il émarge mensuellement chez le receveur municipal avec beaucoup de régularité. De deux choses l'une : ou le poste de sous-directeur du Musée est utile, et alors il faut que le titulaire l'occupe, ou bien il est inutile et il convient de le supprimer. Il est assez étrange de payer un sous-directeur qui n'est jamais à sa sous-direction.

D'autre part, il n'est pas moins étrange d'avoir un directeur d'élite et de ne pas le payer du tout. Ce directeur, qui est professeur à la faculté des sciences, a le malheur de déplaire à certains adjoints, à certains conseillers municipaux, qui sont aussi professeurs à la faculté des sciences et qui détestent leur collègue du Musée parce qu'il leur est supérieur à tous les points de vue. Ils ont essayé de le faire révoquer en relevant contre lui des griefs imaginaires, mais ils n'ont pas réussi. Alors ils se vengent en refusant de mandater son traitement, et l'on assiste à ce fait monstrueux d'un sous-directeur, toujours absent, qui est régulièrement payé, et d'un directeur présent, qui ne peut pas toucher un centime.

« On dit que les proverbes sont la sagesse des nations ; en tout cas, sous leur forme familière, ils expriment bien les idées, les habitudes, les sentiments d'un peuple. Il n'est point là sous son apparence officielle, pour ainsi dire ; il se montre, dans les proverbes, en déshabillé, dans l'intimité, tel qu'il est. Les tournures mêmes d'une langue sont un enseignement pour l'observateur et indiquent ce que doivent être ceux qui la parlent : »

C'est ainsi, dit notre confrère Paul Ginisty, que la caractéristique de la langue allemande est la défiance : elle place, par des inversions qui lui sont coutumières, les mots importants à la fin de ses phrases. L'Allemand pense encore en parlant, et, s'il remarque qu'il a dit ce qu'il aurait dû taire, il ne le dit pas, il change le sens par son dernier mot. Dans sa langue, tout est calculé pour rester maître de sa pensée jusqu'à la fin. Cette remarque grammaticale, qui confine à la philosophie, est faite au cours d'un curieux travail sur *l'Esprit allemand*, par M. Penguot.

Cette première observation posée sur la construction même du langage allemand, il est si peu à montrer le Prussien peint par lui-même, c'est-à-dire par ses proverbes, qui trahissent ses préoccupations, ses opinions sur les hommes et les choses.

Le sentimentalisme allemand reçoit là, il faut l'avouer, d'assez rudes coups. L'Allemand rêve de la légende apparaît proclamant d'étranges choses : « Elle est ma reine et le saucisson, mon roi ! » Et quelle gaillarderie, pour prêter de ces blouses amoureuses : « Courtisier est comme acheter un cheval, il faut faire attention ! » Ses proverbes, en affaires, sont-ils plus délicats : « Qui trompe une fois fait tort, mais qui trompe deux fois a raison. » On bien encore : « Mieux est sain au foie. » De dernier dicton n'a-t-il pas une saine sagesse toute particulière ?

Les Allemands mentent volontiers à un de leurs proverbes, cependant : « Celui qui n'a pas nourri, il doit te respecter ! » Les Allemands, plus nombreux en France qu'avant la guerre, de par notre faiblesse, ne se font guère faute d'insulter la France, cette grande nation chez laquelle ils trouvent, avec l'hospitalité, des ressources et des moyens d'existence !

« On lit dans le *Réveil du Dauphiné*, sous ce titre : *Gendarmes réactionnaires* :

Monsieur le rédacteur,

J'ai été témoin aujourd'hui d'un fait que je ne puis m'empêcher de signaler à qui lira par la voie de la presse. Une demi-douzaine d'enfants sortaient de l'école des Frères établie rue Saint-Joseph, et entraient immédiatement à la caserne de gendarmerie, — ce qui m'a fait croire naturellement que ces enfants étaient des fils de gendarmes. Nous avons déjà, comme vous le savez, vu des enfants de gendarmes, mais ceux-ci ne sont pas les mêmes : les uns, les évêques et les curés ; nous les gendarmes : il y a là quelque chose de différent, et l'on peut se demander quelle protection auraient les républicains de la part de ces représentants de la loi, si le bon vieux temps cherchait à revenir. Siles gendarmes nous envoient ainsi leurs

meurant rue Beaunour, passait avant-hier soir, avec sa charrette, dans la rue Saint-Honoré.

Son mari, qu'elle a quitté à cause des mauvais traitements qu'il lui faisait subir lorsqu'elle refusait de lui donner de l'argent pour aller boire, passait aussi par là. En la voyant, il s'est mis à lui crier, en la prenant par le cou, et la pauvre femme, en voulant parer les coups, elle n'en a pas moins reçu un coup de couteau à l'épaule droite.

Le meurtrier s'est sauvé poursuivi par les passants qu'il menaçait de son arme, et il a disparu par la rue du Marché-Saint-Honoré.

La femme, transportée au poste Saint-Roch, a reçu les soins d'un médecin qui a constaté que la blessure à l'épaule est profonde mais non mortelle.

Le commissaire de police a fait transporter la blessée à l'hôpital de la Charité.

Renversé par une charrette. — Rue de Meaux, hier soir, vers six heures, un marchand de vin, nommé Sarrazin, traversait la rue en face le n° 6, lorsqu'il a été renversé par une charrette attelée d'un cheval et conduite par un nommé F....

Sarrazin a été jeté sous une des roues qui lui a enfoncé plusieurs côtes et lui a passé sur le ventre.

On l'a transporté dans une pharmacie, puis à son domicile.

Son état est excessivement grave.

Un faux comte et une femme de chambre. — Une jeune fille de vingt ans, nommée Christine Mathias, servait en qualité de femme de chambre chez M. Jean-Baptiste Corbon, maître de la Verberie (Oise), lequel a un appartement à Paris, rue Charlot, 4.

Or, depuis quelque temps, Mme Corbon s'apercevait de la disparition de toutes sortes d'objets et même de certaines petites sommes d'argent. Comme il y avait plusieurs domestiques dans la maison, Mme Corbon ne savait qui soupçonner, quand, hier, une montre en or et une bague, bijoux de famille auxquels elle tenait beaucoup, furent volés à leur tour.

Mme Corbon n'hésita plus et alla porter plainte chez le commissaire de police du quartier. Celui-ci reconnut bientôt que c'était Christine Mathias qui avait commis tous les vols constatés par sa maîtresse.

Mais le magistrat ne découvrit aucun des objets dérobés dans la chambre de la jeune fille. C'est alors qu'en l'interrogeant, il apprit les relations existant entre elle et un individu se disant comte de Bar de Montell et qui s'appelle Bar, tout simplement.

C'est un artiste lyrique en disponibilité, demeurant rue Bisconnet, 4.

Le commissaire de police se transporta immédiatement chez ce dernier, où il put retrouver la bague de Mme Corbon.

Il n'y avait plus de doute à avoir.

Le faux comte de Montell et Christine Mathias ont été envoyés au Dépôt.

Arrestation de bonnetiers. — Un certain nombre de bonnetiers parmi lesquels un nommé V..., déjà arrêté plusieurs fois, ont été pris en flagrant délit sur le chemin de fer ramenant à Paris les sportsmen qui venaient des courses d'Auteuil.

Tous ont été envoyés au Dépôt.

Agent blessé. — Le gardien de la paix Longuet, du dix-septième arrondissement, se trouvait, l'avant-dernière nuit, vers trois heures, sous le pont du chemin de fer de Ceinture, avenue de Clichy, quand un individu arrivant près de lui tout essouffé, lui déclara qu'il venait d'être assailli et dévalisé par une bande de malfaiteurs qui se trouvaient environ à deux cents mètres.

Sans hésiter, Longuet se rendit à cet endroit et se trouva effectivement en présence d'une dizaine d'individus qui s'avancèrent sur lui. Saissant l'un d'eux par le bras, il voulut l'amener au poste, mais au même moment, le malfaiteur, frappé d'un coup de poing au-dessous des côtes, s'affaissa sur le sol, pendant que les malfaiteurs prenaient la fuite.

Relévé par des gardiens de la paix et transporté au poste voisin, le blessé, dont l'état est assez grave, a été, sur demande, reconduit à son domicile.

DEPARTEMENTS

Landes. — Les élections municipales qui avaient eu lieu le 4 mai 1884, à Mugron, ont été cassées par le Conseil d'Etat. Ces élections avaient donné le résultat suivant : neuf conservateurs et sept républicains.

Dimanche dernier les électeurs ont été de nouveau convoqués et il est arrivé que la liste conservatrice a passé entière, avec 80 voix de majorité. Les sept républicains sont restés sur le carreau.

Il est bon de faire remarquer, en outre, qu'aux élections législatives du 4 octobre, les conservateurs étaient en minorité de 40 voix dans ce chef-lieu de canton, un des plus importants du département des Landes.

Un mois après, non seulement les conservateurs regagnent ces 40 voix, mais encore ils arrivent avec une avance de 80 voix. Différence : 120 voix au profit des conservateurs.

Ceux qui avaient l'illusion de croire qu'il existait un mouvement de recul dans l'opinion, peuvent se convaincre que c'est le contraire qui est vrai. Avant l'administration est elle attérée et ne parle-t-elle plus d'invalidation, persuadée qu'elle courrait au-devant d'un échec écrasant.

Dordogne. — Hier, le cadavre de la femme Mazet a été retiré des décombres : il était horriblement mutilé. La pauvre femme a été mise en bière, et le cercueil a été déposé sous un hangar, à côté de celui qui renferme les restes de son mari et de sa petite fille.

Un accident s'est produit hier soir, pendant le déblaiement.

Trois énormes blocs de rocher se sont subitement détachés de la masse et ont failli faire trois nouvelles victimes. Deux des ouvriers menacés ont pu se sauver à temps ; mais le troisième est tombé en courant et a été couvert par l'un de ces blocs. Il a été assés heureux cependant pour n'avoir qu'une forte contusion au genou gauche et une plaie assez large, mais qui ne présente aucun caractère de gravité.

Un comité, dit à l'initiative privée, s'est formé à Périgueux pour continuer les sondages entrepris par les ouvriers de Jozac, afin d'arriver aux carrières ensevelies. Ce comité s'est mis en relation avec la maison Lippmann, ingénieurs civils à Pantin, qui ont aussitôt envoyé une équipe d'ouvriers pour effectuer les sondages nécessaires aux travaux de creusement, lesquels, par conséquent, seront immédiatement entrepris.

Haut-Maine. — Pendant la période des vingt-huit jours, un artilleur réserviste est mort à l'hôpital militaire dans des circonstances assez tragiques.

Ce malheureux a succombé à un accès de rage aigu contre lequel tous les soins ont été impuissants.

Après renseignements pris, on a su que ce militaire avait été mordu par son chien qu'il avait tué ; mais il avait caché ces circonstances à sa famille pour ne pas l'effrayer.

Mense. — Un crime vient d'être commis à Amervill. Un nommé Urbal vit maritalement avec une veuve, mère de deux enfants. Vers huit heures du matin, à la suite d'une querelle, Urbal saisit son fusil et fit feu à bout portant sur l'aine des enfants de sa maîtresse, âgée de dix-huit ans. Au bruit de la détonation, les voisins accoururent et transportèrent le blessé à la gendarmerie, où on refusa de le recevoir. Ramené chez lui, des soins lui furent immédiatement donnés. Mais son état est grave et on désespère de le sauver.

Le meurtrier a été immédiatement arrêté.

Loire. — Depuis quelques jours, dit le *Mémorial de la Loire*, la jolie petite ville de Boën-sur-Lignon est devenue une véritable forêt de Bondy ; c'est à tel point que, passé six heures du soir, personne n'ose s'attarder dans les rues ou faire quelques centaines de pas sur les routes qui conduisent à la ville.

Des vols nombreux y sont journellement commis, les portes des loges sont croquées ou enfoncées lorsqu'on ne peut faire autrement, et les malfaiteurs, une fois maîtres de la place, y font bombance ; les provisions volées au village y sont consommées et le vin pris sur place coule à flots. Ils emportent le vin dans des arrosoirs ; puis ils ont soin de fermer les robinets, ces voleurs intelligents et économes, car ils ont l'esprit de retour.

Le 3 novembre, au milieu de la nuit, la porte d'un atelier de serrurerie était fracturée, les malfaiteurs s'emparaient de deux ciseaux, d'un troussseau de clés et d'un diamant à couper le verre ; quelques instants plus tard, ils se présentaient devant la boutique du sieur Cellier, établie en face du château de M. Chabert, et là, ayant remarqué que le volet d'une fenêtre, du rez-de-chaussée n'avait pas été fermé, ils ont coupé, à l'aide du diamant, un carreau de vitre qu'ils ont enlevé sans faire aucun bruit ; puis, passant le bras par cette ouverture, ils ont fait jouer l'espagnolette et ont passé par la fenêtre, se sont rendus dans la chambre où ils ont essayé de crocheter la serrure du tiroir du comptoir. N'y pouvant parvenir, ils ont, à l'aide des ciseaux volés, soulevé la planche du comptoir et par ce moyen ont pu enlever le tiroir qui renfermait une somme de 300 francs.

Des recherches sont faites pour trouver les coupables.

Pas-de-Calais. — Mercredi soir, à dix heures, un incendie a éclaté à Capécure, dans les bâtiments de la Société des ciments bouillonnais.

Alimenté par des matières éminemment combustibles, le feu a pris une rapide extension. Les copeaux, douves et barils de bois se brûlaient mieux que de l'amadou ou des allumettes.

Le foyer de l'incendie avait vingt mètres de long sur autant de large.

Les soldats de la caserne étaient accourus au premier signal : les pompiers attaquèrent vigoureusement l'incendie, se bornant à circonscrire le foyer et à empêcher le feu de gagner les bureaux et les maisons voisines. Ils y réussirent après une lutte acharnée.

A onze heures et demie, on était maître du feu.

Le chiffre des dommages dépasse assurément, cent mille francs.

De nombreux ouvriers vont se trouver sans travail par suite de ce fâcheux événement.

Un d'eux qui était monté sur le toit est tombé à l'intérieur des magasins et s'est grièvement blessé.

Saône-et-Loire. — Un crime affreux vient d'être commis à Louhans.

Un cultivateur des environs, M. Jollivet, était descendu à Thérat Oudot.

Vers une heure du matin, un nommé Constant Coulon, jeune homme de vingt-quatre ans, s'introduisit furtivement dans l'hôtel et pénétra dans la chambre de Jollivet qui dormait profondément.

A ce moment, Coulon ne cherchait pas à prendre la fuite. Il s'élança avec fureur sur Mme Louveaux, propriétaire de l'hôtel, et chercha à lui porter un coup mortel. Heureusement les domestiques purent le maintenir et appeler au secours.

Il ne fallut pas moins de six personnes pour désarmer le meurtrier.

fit comprendre enfin, l'innocence de ses rêves dont, malgré tout, l'écrasement n'avait point été complet jusqu'alors.

Sans y songer, elle avait dépassé la trentaine, à vrai dire, elle pouvait oublier son âge qu'elle ne paraissait point, sans craindre qu'il lui fut rappelé ; mais la terrible secousse intime qu'elle venait de subir l'avait aussi complètement ravagée que les grands cataclysmes de la nature ravagent et transforment en chaos plein d'horreur les sites les plus riants dans leur beauté tranquille.

Blessée dans ses fibres les plus sensibles, meurtrie même dans ce passé de pure affection fraternelle dont Léonce paraissait secouer si allègrement jusqu'au souvenir, elle vieillit de dix ans en quelques jours.

Cette décrépitude physique n'était rien, comparée à l'état de son cœur où ne subsistait nul vestige des sentiments d'autrefois. Flamme intérieure et mystérieuse éteinte, faute d'aliments, après avoir tout consumé et qui, peut-être, avait communiqué quelque charme et plus d'indulgence à cette déshéritée des grâces féminines.

Sophie, après cette épreuve, devint plus rude, plus sèche, plus irascible encore. Loïn de renoncer à punir son cousin, toutes ses pensées se concentrèrent vers ce but, et elle se méprit sur la cause première de son ressentiment, au point d'arriver à se croire appelée à remplir une mission vengeresse, elle qui avait souri au péché, qui l'avait appelé de ses

Coulon a été livré aux autorités judiciaires.

CONSEIL MUNICIPAL DE PARIS

Séance du 13 novembre

Présidence de M. Maillart.

L'AMNISTIE

M. Navarre présente un rapport sur le projet de loi déposé, au début de la session, par M. Vaillant, demandant l'amnistie en faveur des condamnés pour faits politiques, que ces faits aient été ou non qualifiés crimes ou délits de droit commun.

Le rapporteur propose d'adopter ce projet en modifiant la rédaction comme suit :

Le Conseil émet le vœu :

Que la Chambre vote tout d'abord l'amnistie pleine et entière de tous les citoyens condamnés pour crimes politiques, ayant entraîné une condamnation à une peine de droit commun à raison des faits connexes.

L'ordre du jour pur et simple demandé par M. Després est repoussé par 33 voix contre 10.

La première partie du projet de loi présentée par M. Navarre est adoptée par 36 voix contre 9.

La deuxième partie est également adoptée par 26 voix contre 9.

BUDGET DE 1886

Le Conseil reprend la discussion du budget de la Ville.

M. Rety présente un rapport sur les frais généraux qui incombent à la Ville, pour les affaires contentieuses. Ces frais sont assez élevés pour les affaires d'expropriation. M. Rety estime qu'ils seraient notablement réduits si l'administration, écartant les intermédiaires pour les actes de procédure d'expropriation, y employait ses propres services d'ingénieurs, d'architectes, et les bureaux chargés, à la préfecture, des traités et acquisitions, du domaine, du contentieux. M. Rety propose en conséquence au Conseil une délibération dans ce sens.

Cette proposition est adoptée.

Le Conseil réduit de 1,179,296 fr. la contribution réclamée par l'Etat pour la dépense afférente à la garde républicaine.

MONT-DE-PIÉTÉ

Le Conseil a discuté ensuite le rapport présenté par M. Hervieux, relatif au différend qui s'est élevé entre l'Assistance publique et le Mont-de-Piété au sujet des droits respectifs de ces deux administrations.

Ce rapport conduit à ce que l'organisation du Mont-de-Piété soit rendue indépendante de l'Assistance publique et établie sur les bases suivantes :

A. Versement de l'intégralité de ses fonds par le Mont-de-Piété à la ville de Paris substituée vis-à-vis lui à l'Assistance publique ;

B. Prélèvement par le Mont-de-Piété, sur ses autres recettes, de toutes ses charges et notamment de ses frais de régie et de ses dépenses d'établissement ;

C. Création d'une dotation du Mont-de-Piété pour lui procurer les moyens d'abaisser graduellement le taux de ses prêts ;

D. Retenue par le Mont-de-Piété de la moitié de ses excédents proprement dits, jusqu'à ce que la dotation qu'il servirait à former ait atteint le chiffre de 30,000 francs ;

E. Versement par le Mont-de-Piété à la ville de Paris d'une moitié de ses excédents jusqu'à ce que la dotation ait été complètement réalisée et de la totalité desdits excédents après réalisation complète de ladite dotation ;

F. Réforme de la prise à l'effet d'arriver à la suppression du brocantage ;

G. Réduction proportionnelle du taux de l'intérêt des prêts, au fur et à mesure de la formation de la dotation ;

H. Fixation du chiffre maximum du capital que le Mont-de-Piété devra être autorisé à consacrer à ses opérations ;

I. Fixation du chiffre maximum de la somme qu'il pourra prêter à un emprunteur.

M. le directeur de l'Assistance publique, réfutant les conclusions du rapport de M. Hervieux, combat la demande de séparation des deux administrations. Cependant, il se déclare disposé, en attendant une solution définitive du litige, à étudier le *modus vivendi* que la discussion pourrait provoquer.

La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance.

PUBLICITÉ DES SÉANCES

M. Vaillant réclame énergiquement que les démarches, en vue d'obtenir la publicité des séances du Conseil, soient reprises auprès des pouvoirs publics.

M. Michelin dit qu'il s'entendrait avec ses collègues de la Chambre pour le dépôt d'un projet de loi relatif à la publicité des séances et d'un autre concernant la réorganisation des attributions du Conseil municipal.

La prochaine séance est fixée à lundi.

GAZETTE THEATRALE

Ambigu. — Le *Roi de l'argent*, pièce en trois parties et treize tableaux, dont un prologue, par M. Paul Milliet, traduit de l'anglais de MM. Jones et Herman.

Eh bien ! oui, c'est monté, répété et joué, et non sans peine, car c'est un spectacle compliqué, surtout pour la scène du théâtre de l'Ambigu, scène exigüe et sans beaucoup de décors.

Mais M. Rochard n'est pas homme à s'arrêter pour si peu ; il a décidé que l'on monterait cette pièce, et il l'a montée ! Rien ne l'arrête, surtout le nouveau et le difficile.

reuve diversion à des fureurs qu'il attribuait à un commencement de maladie nerveuse et à de l'hypocondrie. Il mit donc tout en œuvre pour décider Sophie à partir avec son fils et sa fille.

Sachant, par expérience, sa femme très capable de s'obstiner dans son refus s'il lui laissait pressentir qu'il souhaitait ce voyage, il jugea nécessaire d'employer des subterfuges et des ruses diplomatiques et ce fut avec une prudence d'homme de loi qu'il aborda la question.

L'accent de Sophie serait très remarquable à cette note, que dirait la famille ? Après tout, peu important, chacun n'était-il pas libre ? Le voyage de Paris à Bordeaux était une fatigue réelle.

Ces changements à vue continuels sont d'un comble nouveau dans le drame, c'est le résultat d'habitudes anglaises : c'est donc intéressant à étudier.

Oui, intéressant à tous les points de vue, car non-seulement, c'est un gros effort pour M. Rochard, mais c'est une curiosité, c'est une *great attraction*, que je recommande à mes lecteurs.

Je recommanderai surtout aux nombreux spectateurs qui iront applaudir cette pièce :

1° Le tableau de la Gare de King's Cross, tableau très mouvementé et très exact.

2° Le talus de Gaddesden, tableau représentant le spectacle d'un accident de chemin de fer.

3° Puis le tableau de la Neige. — Là, un double effet : effet dramatique très puissant et effet de décors.

En un mot, spectacle agréable, émuant et varié.

Il n'y a qu'un point sur lequel je discuterai la façon de faire de l'habile directeur : c'est l'orchestre ! Son orchestre est mal dirigé, passablement composé et toujours « mal en scène » ; plus dans ce bas-fonds, il ne produit que de très mauvais résultats. Cette guerre que je fais à M. Rochard n'est pas d'aujourd'hui, il fera bien de se ranger à mon avis, car, en cette circonstance, il est celui de tous.

Sur ce, je n'ai qu'un vœu, c'est que bientôt, vos conférences, cher monsieur Rochard, vous surmontent sincèrement, comme du temps de Trogoff... le roi d'argent ».

Le soir :

Au Concert-Parisien, première représentation de *Pas de scandales*, revue de MM. Péricaud et S. Lemonnier.

Nous apprenons la mort de M. Léon Delormes, à l'âge de soixante-quinze ans.

Contrairement au bruit qui en avait couru, M. Victor Maurel ne prendra pas de congé pendant la saison 1885-1886.

Les mandolinistes espagnols, sous la direction de M. Graudo, ont débuté jeudi au Cirque d'Hiver. Ils ont eu un succès fou. Le public, enthousiasmé, les a rappelés trois fois ; mais pourquoi ne pas avoir convoqué la presse ?

Les Bouffes-Parisiens annoncent les trois dernières représentations de *Cœur de Vierge*. A partir de lundi, renaîtra pour les répétitions générales de la *Bernadette*.

Voici la distribution de l'Opéra-Comique de MM. E. Leterrier et V. Viovy et André Messager :

Jacquette Mmes Sarah Tilton (déb.)
Blanca Mily-Meyer
Bettina Fornani (débuts)
L'hôtelière Duccourt
Cap. Perpinac MM. Vauthier
Chevalier Pomponni M. Maugé
Giraflo Bronghe
Le Duc Murator
Grabassou Durieux
Cadet Guérchet

Très prochainement aura lieu, au théâtre Déjazet, la première représentation de *Régine*, comédie en quatre actes de MM. George Richard, Alfred Elévand et Bertrand Millanvove.

Distribution :

Commandant Dubourg MM. Montbars
Giraud M. Hovey
Hervieux Veret
Docteur Aubert L. Moillet
De Bois-Hilaire Christian
Verdier Laury
Regine Mmes A. Guyon
Angèle M. Carrière
Murielle Rosen

M. Ballery, qui a partagé avec M. Duc le premier prix d'opéra au Conservatoire, vient d'être engagé pour deux années par MM. Ritt et Gailhard.

On lit sous la signature de notre confrère Bourgeat les lignes suivantes :

Un de nos amis de Londres nous envoie quelques détails sur la triste fin d'un des artistes de la troupe française de Royalty-Theatre, M. Georges Thomas, ex-pensionnaire de la Comédie-Française, qui est mort lundi dernier, de la fièvre typhoïde, après dix jours passés à l'hôpital français.

Il y a quinze jours à peine, Georges Thomas jouait encore le rôle de Gallières, dans *Fanny Lenoir*.

Le pauvre garçon n'avait que vingt-trois ans et était l'unique soutien de sa mère et de sa sœur unique, — une enfant de douze ans !

Les artistes de la troupe française, auxquels étaient joints plusieurs comédiens anglais, ont conduit le défunt au cimetière de Woking, situé dans une immense plaine à 20 milles de Londres. Ce long chemin a été fait dans un train spécialement affecté aux services mortuaires.

L'office des morts a été célébré par un prêtre catholique, mais, suivant la coutume anglaise, seulement au moment de l'inhumation.

M. Mayer, directeur du Royal-ly-Theatre, a pris à sa charge tous les frais des funérailles et a acheté une concession de dix années.

Les camarades de Georges Thomas ont subvenu aux besoins de sa mère et de sa sœur, mais sans faire songer maintenant à continuer à Paris l'œuvre commencée à Londres.

plus. Laissons les provinciaux se marier tout à leur aise, nous en serons quittes pour une lettre d'excuses.

Mais elle ne l'entendait point ainsi ; on ne pouvait cependant se brouiller avec toute la famille. Il fallait savoir se sacrifier dans certaines circonstances, celle qui s'offrait était de celles-là. Elle partait donc, et, afin que le changement eût quelque efficacité pour la santé des enfants, elle demeurerait un mois absente, tant à Bordeaux que chez d'autres parents des environs.

Surmât à Paris, dans presque toutes les classes, le traditionnel repas de nocce, malgré les chemins de fer et le télégraphe, ne risque guère d'être démodé en province où l'on n'irait pas, de dix et vingt lieues à la ronde, assister à la célébration d'un mariage sans la perspective des festins dont il est le prétexte. On subit la cérémonie à l'église en pensant plus aux élucubrations culinaires du Vatel d'endroit qu'à l'allocation de M. le curé.

Et qui oserait affirmer que celui-ci même n'est pas plus éloquent et plus persuasif lorsqu'il a été convié aux agapes qu'il vient suivre ?

Autour d'une table parfaitement servie, occupée au centre par les jeunes mariés, se pressaient soixante convives au moins, dont l'intérêt était partagé entre les héros de la fête et Mme Lorain. Arrivant de

Les artistes ont bon cœur, tout le monde sait cela. Je n'ai donc pas besoin d'insister. Georges Thomas comptait déjà, malgré son jeune âge, de nombreux amis dans le monde des théâtres.

Qu'ils sachent donc que Mme Thomas demeure passage des Abbesses, 4, à Montmarie.

Je ne leur en dis pas plus long.

Mon Oncle ! la pièce en vogue du Théâtre Cluny, atteindra sa cinquantième représentation mardi prochain 17 novembre.

A l'Eldon-Théâtre, la répétition générale de *Speranza* est définitivement fixée au 24 courant, la première le 25 novembre sans retard.

A la Salle des Conférences du boulevard des Capucines, ce soir samedi :

M. Charles Leloir : La rage et sa guérison, découverte de M. Pasteur, le virus de la rage, le lapin enragé, le nouveau traitement et sa méthode.

G. DORANT.

AVIS ET COMMUNICATIONS

Déjeuner hygiénique. Rachat de Delangrenier

Jeune homme de 30 ans, bachelier ès lettres et ès sciences, ancien clerc de notaire à Paris, au courant de la littérature, demande emploi de secrétaire auprès d'homme politique ou dans administration publique.

SPORT

COURSES A AUTEUIL

Demain dimanche 15 novembre, les cinq prix suivants seront courus :

PRIX DE COURBEVOIE (haies).

PRIX DE CHANTILLY (steeple-chase), 10,000 francs, — 5,000 mètres.

PRIX DU TROCADÉRO (steeple-chase). — Handicap.

PRIX DE MEULAN (haies. Handicap).

PRIX DES HORIZONS (steeple-chase).

Les courses commenceront à une heure et demie.

LE RACING CLUB

Il est une institution dont le succès semble augmenter chaque semaine, nous voulons parler du Racing Club (Cercle de courses à pied).

Le samedi, à la porte du lycée Fontanes, à la sortie de la classe du soir, les *corridors* (élèves se préparant à Saint-Cyr), les *laupins* (candidats à l'X) et les philosophes discutent, avec la plus vive animation, sur la réunion du lendemain matin.

Tous les dimanches matins, un grand nombre de jeunes gens luttent, en effet, à la course de 100 mètres. C'est ce que l'on appelle les réunions du Racing.

Le président honoraire de la Société est le comte de Lesseps et le président M. Napoléon Ney, le capitaine bien connu.

Dans la belle saison, le coup d'œil est des plus jolis.

Les jeunes coureurs portent la culotte blanche collante, la tunique et le casaque en soie de couleur comme celles des jockeys. Au signal donné ils s'élancent (il y a rarement de faux départs), ils s'élancent, et la lutte est souvent aussi intéressante qu'à Auteuil.

Comme on ne pénètre dans l'enceinte que sur la présentation d'une carte délivrée par le comité, la composition des réunions est toujours des plus élégantes.

Sans vouloir donner à ce genre de sport une importance trop sérieuse, nous sommes, pour notre part, enchantés de ces distractions excellentes pour la santé.

En Angleterre, la course, le cricket, la boxe et la gymnastique jouent un bien plus grand rôle dans l'éducation que chez nous ; le Racing Club devrait donc être, suivant nous, reconnu d'utilité publique : ce serait un progrès à notre actif.

Le dimanche matin, au lieu de rester couchés jusqu'à midi, coureurs et spectateurs se lèvent de grand matin, se rendent à pied au Bois, ce qui est beaucoup plus sain. Par contre-coup, mères, sœurs et cousins, voulant applaudir le vainqueur, en font autant, et tout le monde profite de cette innovation.

Dimanche à Auteuil la troisième réunion d'automne, et la petite fête a été, comme toujours, très réussie.

Aux spectateurs venus soit en voiture, soit à pied, se joignent un grand nombre de cavaliers et d'amateurs.

Plusieurs dames font partie du cercle, car, plus vaillant que ses rivaux du boulevard, le Racing Club admet les représentations du beau sexe dans son comité.

En résumé, si un jour où il fera beau, vous n'avez rien à faire, allez assister à ces courses à pied. Vous passerez, Parisiens, mes frères, une heure charmante ; car on y retrouve de jolies femmes et des charmes masculins, parmi lesquelles, cet été, nous avons vu grandir Mmes la duchesse d'Uzes et ses filles ; duchesse de Belune et ses filles ; comtesse de Becheret, comtesse de Lesseps, Mme Leprieux, Mme Goguel, de Sainte-Claire, Mlle Clifford, ainsi que Mmes Cahen d'Anvers, Napoléon Ney, et une foule de charmantes Anglaises et Américaines.

Emile CAHEN.

Le Sucre à neuf sous

Le Printemps, qui est propriétaire, comme on le sait, de la *Sucrerie centrale d'Origny-S'-Benotte*

LA PATRIE

OFFRE EN

PRIMES GRATUITES

A TOUS SES ABONNÉS :

L'UNIVERS ILLUSTRÉ

Frais d'expédition : PARIS, un an, 10 fr. 50,

six mois, 5 fr. 25; trois mois, 2 fr. 75 fr.

Départements, un an, 13 fr.; six mois,

6 fr. 50; trois mois, 3 fr. 25.

LES

Soirées de la Baronne

PAR E. GUYON

Avant-propos de GEORGES OHNET

Un volume grand in-18, couverture

Illustrée par JAPHET.

Frais d'expédition : 50 c.

A tous ses abonnés d'un an :

LES BEAUX-ARTS ILLUSTRÉS

Etudes et articles divers

sur les Beaux-Arts et les Artistes.

Un très beau volume in-folio, richement

relié, comprenant plus de 200 gravures

Peinture, Sculpture, Architecture, etc.

Frais d'expédition : 5 francs

LES

MÉMOIRES COMPLETS ET AUTHENTIQUES

DU

DUC DE SAINT-SIMON

(LIBRAIRIE HACHETTE, 13 volumes).

Frais d'expédition : 4 francs

LES OEUVRES

DE

FRANÇOIS COPPÉE

5 volumes (Librairie Lemerre)

Frais d'expédition : 3 francs.

UN JOLI ENCRIER

FAIENCE ARTISTIQUE

représentant une feuille de papier coupé,

avec inscription reproduisant le titre et la

manchette du journal la Patrie.

Frais d'expédition : 3 francs.

QUATRE VOLUMES

de la Librairie Calmann-Lévy.

Frais d'expédition : 30 centimes par volume

A ses abonnés de six mois :

UN JOLI ENCRIER

FAIENCE ARTISTIQUE

représentant une feuille de papier coupé,

avec inscription reproduisant le titre et la

manchette du journal la Patrie.

Frais d'expédition : 3 francs.

QUATRE VOLUMES

de la Librairie Calmann-Lévy.

Frais d'expédition : 30 centimes par volume

A ses abonnés de six mois :

UN JOLI ENCRIER

FAIENCE ARTISTIQUE

représentant une feuille de papier coupé,

avec inscription reproduisant le titre et la

manchette du journal la Patrie.

Frais d'expédition : 3 francs.

QUATRE VOLUMES

de la Librairie Calmann-Lévy.

Frais d'expédition : 30 centimes par volume

LES

MÉMOIRES COMPLETS ET AUTHENTIQUES

DU

DUC DE SAINT-SIMON

(LIBRAIRIE HACHETTE, 13 volumes).

Frais d'expédition : 4 francs

LES OEUVRES

DE

FRANÇOIS COPPÉE

5 volumes (Librairie Lemerre)

Frais d'expédition : 3 francs.

UN JOLI ENCRIER

FAIENCE ARTISTIQUE

représentant une feuille de papier coupé,

avec inscription reproduisant le titre et la

manchette du journal la Patrie.

Frais d'expédition : 3 francs.

QUATRE VOLUMES

de la Librairie Calmann-Lévy.

Frais d'expédition : 30 centimes par volume

A ses abonnés de six mois :

UN JOLI ENCRIER

FAIENCE ARTISTIQUE

représentant une feuille de papier coupé,

avec inscription reproduisant le titre et la

manchette du journal la Patrie.

Frais d'expédition : 3 francs.

QUATRE VOLUMES

de la Librairie Calmann-Lévy.

Frais d'expédition : 30 centimes par volume

A ses abonnés de six mois :

UN JOLI ENCRIER

FAIENCE ARTISTIQUE

représentant une feuille de papier coupé,

avec inscription reproduisant le titre et la

manchette du journal la Patrie.

Frais d'expédition : 3 francs.

QUATRE VOLUMES

de la Librairie Calmann-Lévy.

Frais d'expédition : 30 centimes par volume

A ses abonnés de six mois :

UN JOLI ENCRIER

FAIENCE ARTISTIQUE

représentant une feuille de papier coupé,

avec inscription reproduisant le titre et la

manchette du journal la Patrie.

Frais d'expédition : 3 francs.

QUATRE VOLUMES

de la Librairie Calmann-Lévy.

Frais d'expédition : 30 centimes par volume

A ses abonnés de six mois :

UN JOLI ENCRIER

FAIENCE ARTISTIQUE

représentant une feuille de papier coupé,

avec inscription reproduisant le titre et la

manchette du journal la Patrie.

Frais d'expédition : 3 francs.

QUATRE VOLUMES

de la Librairie Calmann-Lévy.

Frais d'expédition : 30 centimes par volume

A ses abonnés de six mois :

UN JOLI ENCRIER

FAIENCE ARTISTIQUE

représentant une feuille de papier coupé,

avec inscription reproduisant le titre et la

manchette du journal la Patrie.

Frais d'expédition : 3 francs.

A ses abonnés de trois mois :

DEUX VOLUMES

de la Librairie Calmann-Lévy

Frais d'expédition : 30 centimes par volume

Ces Primes ne seront expédiées

qu'aux abonnés nouveaux et à ceux

qui renouvelleront leur abonnement.

BULLETIN COMMERCIAL

BOURSE DE PARIS DU 14 NOVEMBRE

(1 heure 15 soir)

HUILE DE COLZA. — Calme.

Dispon. 19 25 à 20 1/4 prem. 21 1/4 à 22 1/4

Courant. 19 25 à 20 1/4 4 mars. 21 1/4 à 22 1/4

Décemb. 19 25 à 20 1/4 4 mars. 21 1/4 à 22 1/4

HUILE DE LIN. — Calme.

Dispon. 57 25 à 57 50 4 prem. 58 1/4 à 58 3/4

Courant. 57 25 à 57 50 4 mars. 58 1/4 à 58 3/4

Décemb. 57 25 à 57 50 4 mars. 58 1/4 à 58 3/4

SPIRITUEUX. — Calme.

Dispon. 46 1/2 à 46 3/4 4 prem. 47 1/2 à 47 3/4

Courant. 46 1/2 à 46 3/4 4 mars. 47 1/2 à 47 3/4

Décemb. 46 1/2 à 46 3/4 4 mars. 47 1/2 à 47 3/4

SUCRES. — Calme.

Dispon. 49 25 à 49 50 4 prem. 50 1/4 à 50 3/4

Courant. 49 25 à 49 50 4 mars. 50 1/4 à 50 3/4

Décemb. 49 25 à 49 50 4 mars. 50 1/4 à 50 3/4

SUCRES BRUS. — Calme.

Dispon. 39 50 à 40 1/4 4 prem. 40 3/4 à 40 5/4

Courant. 39 50 à 40 1/4 4 mars. 40 3/4 à 40 5/4

Décemb. 39 50 à 40 1/4 4 mars. 40 3/4 à 40 5/4

FARINES DOUZE-MARQUES. — Calme.

Dispon. 49 25 à 49 50 4 prem. 50 1/4 à 50 3/4

Courant. 49 25 à 49 50 4 mars. 50 1/4 à 50 3/4

Décemb. 49 25 à 49 50 4 mars. 50 1/4 à 50 3/4

FARINES DOUZE-MARQUES. — Calme.

Dispon. 49 25 à 49 50 4 prem. 50 1/4 à 50 3/4

Courant. 49 25 à 49 50 4 mars. 50 1/4 à 50 3/4

Décemb. 49 25 à 49 50 4 mars. 50 1/4 à 50 3/4

FARINES DOUZE-MARQUES. — Calme.

Dispon. 49 25 à 49 50 4 prem. 50 1/4 à 50 3/4

Courant. 49 25 à 49 50 4 mars. 50 1/4 à 50 3/4

Décemb. 49 25 à 49 50 4 mars. 50 1/4 à 50 3/4

FARINES DOUZE-MARQUES. — Calme.

Dispon. 49 25 à 49 50 4 prem. 50 1/4 à 50 3/4

Courant. 49 25 à 49 50 4 mars. 50 1/4 à 50 3/4

Décemb. 49 25 à 49 50 4 mars. 50 1/4 à 50 3/4

FARINES DOUZE-MARQUES. — Calme.

Dispon. 49 25 à 49 50 4 prem. 50 1/4 à 50 3/4

Courant. 49 25 à 49 50 4 mars. 50 1/4 à 50 3/4

Décemb. 49 25 à 49 50 4 mars. 50 1/4 à 50 3/4

FARINES DOUZE-MARQUES. — Calme.

Dispon. 49 25 à 49 50 4 prem. 50 1/4 à 50 3/4

Courant. 49 25 à 49 50 4 mars. 50 1/4 à 50 3/4

Décemb. 49 25 à 49 50 4 mars. 50 1/4 à 50 3/4

FARINES DOUZE-MARQUES. — Calme.

Dispon. 49 25 à 49 50 4 prem. 50 1/4 à 50 3/4

Courant. 49 25 à 49 50 4 mars. 50 1/4 à 50 3/4

Décemb. 49 25 à 49 50 4 mars. 50 1/4 à 50 3/4

FARINES DOUZE-MARQUES. — Calme.

Dispon. 49 25 à 49 50 4 prem. 50 1/4 à 50 3/4

Courant. 49 25 à 49 50 4 mars. 50 1/4 à 50 3/4

Décemb. 49 25 à 49 50 4 mars. 50 1/4 à 50 3/4

FARINES DOUZE-MARQUES. — Calme.

Dispon. 49 25 à 49 50 4 prem. 50 1/4 à 50 3/4

Courant. 49 25 à 49 50 4 mars. 50 1/4 à 50 3/4

Décemb. 49 25 à 49 50 4 mars. 50 1/4 à 50 3/4

FARINES DOUZE-MARQUES. — Calme.

SEIGLES. — Calmes.

Courant. 14 1/2 à 14 3/4 4 prem. 14 5/4 à 14 3/4

Décemb. 14 1/2 à 14 3/4 4 mars. 14 5/4 à 14 3/4

AVOINES. — Calmes.

Courant. 17 50 à 18 1/4 4 prem. 17 5/4 à 18 1/4

Décemb. 17 50 à 18 1/4 4 mars. 18 1/4 à 18 3/4

COTE OFFICIELLE du 13 NOVEMBRE

(Cinq heures du soir)

FARINES

Nou-Markes (150 kilos) 47 25 à 48 1/4

en tonnes 59 75 à 60 1/4

en tonnes 61 75 à 62 1/4

en tonnes 63 75 à 64 1/4

en tonnes 65 75 à 66 1/4

en tonnes 67 75 à 68 1/4

en tonnes 69 75 à 70 1/4

en tonnes 71 75 à 72 1/4

en tonnes 73 75 à 74 1/4

en tonnes 75 75 à 76 1/4

en tonnes 77 75 à 78 1/4

en tonnes 79 75 à 80 1/4

en tonnes 81 75 à 82 1/4

en tonnes 83 75 à 84 1/4

en tonnes 85 75 à 86 1/4

en tonnes 87 75 à 88 1/4

en tonnes 89 75 à 90 1/4

en tonnes 91 75 à 92 1/4

en tonnes 93 75 à 94 1/4

en tonnes 95 75 à 96 1/4

en tonnes 97 75 à 98 1/4

en tonnes 99 75 à 100 1/4

en tonnes 101 75 à 102 1/4

en tonnes 103 75 à 104 1/4

en tonnes 105 75 à 106 1/4

en tonnes 107 75 à 108 1/4

en tonnes 109 75 à 110 1/4

en tonnes 111 75 à 112 1/4

en tonnes 113 75 à 114 1/4

en tonnes 115 75 à 116 1/4

en tonnes 117 75 à 118 1/4

en tonnes 119 75 à 120 1/4

en tonnes 121 75 à 122 1/4

en tonnes 123 75 à 124 1/4

en tonnes 125 75 à 126 1/4

en tonnes 127 75 à 128 1/4

en tonnes 129 75 à 130 1/4

en tonnes 131 75 à 132 1/4

en tonnes 133 75 à 134 1/4

en tonnes 135 75 à 136 1/4

en tonnes 137 75 à 138 1/4

en tonnes 139 75 à 140 1/4

en tonnes 141 75 à 142 1/4

en tonnes 143 75 à 144 1/4

en tonnes 145 75 à 146 1/4

en tonnes 147 75 à 148 1/4

en tonnes 149 75 à 150 1/4

en tonnes 151 75 à 152 1/4

en tonnes 153 75 à 154 1/4

en tonnes 155 75 à 156 1/4

en tonnes 157 75 à 158 1/4

en tonnes 159 75 à 160 1/4

en tonnes 161 75 à 162 1/4

en tonnes 163 75 à 164 1/4

en tonnes 165 75 à 166 1/4

en tonnes 167 75 à 168 1/4

en tonnes 169 75 à 170 1/4

en tonnes 171 75 à 172 1/4

PRIX-COURANT GÉNÉRAL

(Droit d'octroi non compris)

Farine de gruau 36 1/2 à 37 1/2

— première 28 1/2 à 29 1/2

— deuxième 26 1/2 à 27 1/2

— troisième 24 1/2 à 25 1/2

— de seigle 21 1/2 à 22 1/2

— de maïs 18 1/2 à 19 1/2

— d'orge 15 1/2 à 16 1/2

— d'avoine 12 1/2 à 13 1/2

— de blé 10 1/2 à 11 1/2